

Jugement N°172/19/CJ/SII/TCC
du 14 novembre 2019

REPUBLIQUE DU BENIN
TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

Rôle Général
BJ/TCC/2019/0401

SECTION II
CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Société MACELEC SARL
(*Me Romain K. DOSSOU*)

C/

Société AGSB TRADING N.V.
(*Me Francis DAKO*)

Président : Romain KOFFI
Assesseurs : Cyprien TOZO et Maurice YEDOMON
Ministère Public : Mario Elonm METONOU
Greffier : Louis K. HOUNGBO

Débat le 08 août 2019 ;

Jugement contradictoire prononcé en premier et dernier
ressort à l'audience publique du 14 novembre 2019 ;

PARTIES EN CAUSE

OBJET

Opposition à ordonnance
d'injonction de payer

DEMANDERESSE :

Société MACELEC Société de droit béninois au capital de FCFA 402.994.637, immatriculée au registre du commerce et du crédit mobilier de Cotonou sous le numéro RB COT/07B-2036, dont le siège social est situé au lieudit Togoudo Agonkanmè carré sans borne 03 BP 2612 ;

Assistée de Maître Romain K. DOSSOU, Avocat au Barreau du Bénin ;

D'UNE PART

DEFENDERESSE :

- **Société AGSB TRADING N.V.**, Société de droit belge dont le siège au VESTINGSTRAAT 3, 2018 ANTWERPEN Tél : 0032 3 221 62 42 Belgique prise en la personne de sa représentante légale, Elise

VESRTRAETEN, domiciliée ès-qualité au siège de ladite Société ;

Assistée de Maître Francis DAKO, Avocat au Barreau du Bénin ;

- Greffier en Chef du tribunal de commerce de Cotonou ;

D'AUTRE PART

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties en leurs moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré ;

Par acte du 10 mai 2019, la Société MACELEC SARL a attiré devant le tribunal de commerce de Cotonou, la Société AGSB TRADING N.V et le Greffier en Chef du tribunal de commerce de Cotonou pour obtenir un délai de grâce de douze (12) mois assorti de l'exécution provisoire sur minute ;

Au soutien de son action, la société MACELEC SARL expose qu'elle est débitrice de la société AGSB TRADING N.V, de la somme de deux cent quarante-quatre millions quatre cent soixante-deux mille quatre cent quinze (244.462.415) francs CFA, représentant le montant de diverses marchandises à elle livrée en 2017 ;

Que quelques temps après la livraison, les réformes intervenues dans son secteur d'activité et les difficultés économiques ne lui ont pas permis de bien faire circuler les marchandises ;

Que malgré sa bonne foi, elle s'est retrouvée dans l'impossibilité d'honorer ses engagements à l'échéance de paiement ;

Que pour le recouvrement de sa créance, la société AGSB TRADING N.V a obtenu l'ordonnance d'injonction de payer n° 85/2019 du 29 avril 2019 rendue par le président du Tribunal de Commerce de Cotonou ;

Que ladite ordonnance lui a été signifiée le 07 mai 2019 ;

A l'audience du 08 août 2019, la Société MACELEC SARL et la Société AGSB TRADING N.V. ont produit au dossier, un protocole d'accord dont elles sollicitent l'homologation ;

SUR L'ACCORD INTERVENU

Attendu que la loi n°2008-07 du 28 février 2011 portant code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes dispose en son article 469 alinéa 1 : « *En dehors des cas où cet effet résulte du jugement. l'instance s'éteint accessoirement à l'action par l'effet de la transaction. de l'acquiescement, du désistement d'action ou, dans les actions non transmissibles par le décès d'une partie* » ;

Que l'accord intervenu entre les parties constitue une cause d'extinction de l'instance ;

Attendu que le protocole d'accord du 08 août 2019 versé au dossier stipule en ses articles 3 et 4 :

✓ la Société MACELEC SARL reconnaît devoir à la Société AGSB TRADING N. V., la somme de 244.478.440 francs CFA ;

✓ la Société MACELEC SARL s'engage à rembourser cette somme sur une durée de vingt-quatre (24) mois à raison de 10.186.602 francs CFA le mois ;

✓ la Société AGSB TRADING accorde à la Société MACELEC SARL, un délai de grâce d'une durée ferme et maximale de (08) mois à compter du présent jugement, pour commencer à apurer sa dette ;

Que ces stipulations qui constituent l'essentiel de l'accord intervenu portent sur des droits dont la Société MACELEC SARL et la Société AGSB TRADING ont la libre disposition ;

Qu'il y a lieu de l'homologuer et de droit qu'il met un terme à la présente procédure ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et premier ressort ;

- Constate l'accord intervenu entre la société MACELEC SARL et la Société AGSB TRADING N.V. au terme duquel :

✓ la Société MACELEC SARL reconnaît devoir à la Société AGSB TRADING N. V., la somme de 244.478.440 francs CFA ;

✓ la Société MACELEC SARL s'engage à rembourser cette somme sur une durée de vingt-quatre (24) mois à raison de 10.186.602 francs CFA le mois ;

✓ la Société AGSB TRADING accorde à la Société MACELEC SARL, un délai de grâce d'une durée ferme et maximale de (08) mois à compter du présent jugement, pour commencer à apurer sa dette ;

- Homologue l'accord ainsi intervenu ;

- Dit qu'il met fin à la présente procédure ;

- Met les dépens à la charge des parties, chacune pour moitié.

ONT SIGNE

LE GREFFIER

LE PRESIDENT